



ARTICLE POUR LE SITE DEBAT-EUROPE2013 LES 3 THEMES DU DIALOGUE CITOYEN

Le Secours Catholique – Caritas France, Caritas Europa et le réseau Caritas en Europe contribuent avec l'ensemble de la société civile au rendez-vous fixé par la Commission européenne au 14 novembre 2013 : le « Dialogue citoyen ». Il réunira Mme Viviane Reding, la Vice-présidente de la Commission européenne, Mme Christiane Taubira, la Ministre française de la justice et 500 citoyens européens à Marseille.

Trois thèmes détaillés ci-dessous y seront abordés.

Les visions d'Europe pour 2020

L'Europe de 2020 devra être un espace de solidarité et d'équité. Nous souhaitons voir grandir une Europe plus sociale, plus inclusive, plus solidaire et plus durable, mais également plus ouverte sur le monde et responsable vis-à-vis de ce dernier. Une Europe qui assure la protection des réfugiés. Une Europe qui sauvegarde pour ses citoyens et tous les habitants de la planète le droit à une alimentation saine et digne.

Les droits des citoyens européens

La citoyenneté européenne a permis de donner de nouveaux droits aux européens. Ce sujet est au fondement même de la construction d'une communauté de valeurs en Europe. Au-delà de la vision juridique de la citoyenneté, il est important de considérer la citoyenneté comme renforçant le sentiment d'appartenance à une même communauté. Savoir définir les droits des personnes étrangères résidant sur le sol européen est un enjeu important.

De plus, si la citoyenneté est souvent perçue comme étant l'affaire d'individus, en tant qu'association nous affirmons l'importance de la citoyenneté collective et donc de la place des associations de citoyens en Europe, y compris dans la grande Europe. Nous ne pouvons fermer les yeux sur la situation des associations dans certains pays.

Si nous parlons volontiers de droits, il est aussi nécessaire de considérer les devoirs des citoyens européens.

L'Europe et la crise

La crise a un énorme impact sur les niveaux de pauvreté en Europe. Les mesures politiques économiques et financières développées pour traiter les causes de la crise ne prennent pas en compte les conséquences sociales. La réponse de l'Europe à la crise doit également être sociale. De plus, de telles mesures sont décidées sans grand contrôle démocratique. L'Union européenne doit répondre aux nouveaux besoins sociaux qui émergent. Le parlement européen doit utiliser tous les moyens en son pouvoir pour renforcer la dimension sociale de l'Union économique et monétaire afin d'assurer sa stabilité, l'avenir du projet européen et la position des personnes confrontées à la pauvreté.

La mise en place de nouveaux modes de production de biens et de services en Europe est aussi nécessaire, en soutenant l'économie sociale et solidaire.

Enfin, de manière plus générale une vision et une ambition politique commune à long-terme est nécessaire en ce qui concerne les politiques sociales en Europe.

François Soulage
Président du Secours Catholique

Erny Gillen
Président de Caritas Europa